

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Nord
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 23/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAVALSACE

ZI - 16 rue du Ried
67850 HERRLISHEIM

Références : 0006703935/MM/CE
Code AIOT : 0006703935

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement LAVALSACE implanté ZI - 16 rue du Ried - 67850 HERRLISHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAVALSACE
- ZI - 16 rue du Ried (sur le site de LABO-SERVICES ex.DAPEMO) - 67850 HERRLISHEIM
- Code AIOT : 0006703935
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAVALSACE exploite un centre de lavage interne de citernes routières et réservoirs mobiles.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 20/03/2023, article 1	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/07/2023, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu aux prescriptions de la mise en demeure du 20/03/2023.

Des analyses concernant les rejets atmosphériques sont attendues pour le mois de juin 2025 maximum. Ce délai correspond au temps nécessaire à la réalisation de travaux préalables situés au point de rejet de l'évapo-concentrateur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux
Prescription contrôlée : <p>La société LAVALSACE sis au 16 rue du RIED Zone Industrielle, 67850 HERRLISHEIM, est mise en demeure :</p> <p>de respecter dans le délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté les prescriptions :</p> <p>-de l'article R.181-46 du code de l'environnement susvisé pour la modification de sa chaudière, l'installation d'un groupe électrogène : « II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. » ;</p> <p>de respecter dans le délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté les prescriptions :</p> <p>-de l'article 58.III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 susvisé : « S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. » ;</p> <p>-de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral susvisé : « L'exploitant réalise en autosurveillance, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées dans le tableau ci-après. » ;</p> <p>de respecter dans le délai de six mois suivant la notification du présent arrêté les prescriptions :</p> <p>-de l'article 4.2.2.b «Conditions de rejet des eaux industrielles - b) rejets des eaux industrielles» de l'arrêté préfectoral susvisé ;</p> <p>-de l'article 21.III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 susvisé « Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux. ».</p>
Constats : <p>L'exploitant devait remettre un porté à connaissance pour le remplacement d'une chaudière et l'installation d'un groupe électrogène. Le porté à connaissance a bien été transmis par courrier du 15/03/2023, et le groupe électrogène a été retiré des installations. Concernant les rejets eaux, l'exploitant a présenté un rapport de recalage de ses émissions, daté du 30/08/2024 et ne comportant pas de non-conformité. Il a également procédé à l'installation d'un nouveau</p>

turbidimètre (constaté en visite d'inspection) pour lequel il a présenté un procès verbal de réception daté du 10/07/2024. Le dernier rapport d'analyses de la qualité des eaux rejetées est daté du 10/12/2023 et ne comporte aucune observation. Les dernières analyses des mois de juillet et août 2024, effectuées par l'exploitant et transmises sur la plateforme GIDAF, ne comportent pas de dépassement de valeur limite.

L'exploitant a répondu à l'ensemble des points de la mise en demeure du 20/03/2023, qui n'a plus lieu d'être.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets air

Prescription contrôlée :

2.1 - conditions opératoires des contrôles

Les rapports de contrôle des rejets atmosphériques rapportent le nombre de citernes lavées, le code client, le nom de chaque produit et les mentions de danger du produit ayant été contenu dans les citernes lavées pendant la prise d'échantillon.

2.2 - fréquence des contrôles

La fréquence indiquée à l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé est augmentée à une fréquence trimestrielle. Après quatre mesures consécutives présentant des résultats conformes aux valeurs limites d'émissions indiquées à l'article 3.2.2.3 de l'arrêté préfectoral susvisé (en concentration et en flux) la surveillance est portée à une fréquence annuelle. Une estimation du flux annuel est donné.

2.3 - recherche exploratoire des COV Annexe III et cmr

L'exploitant identifie les produits, les substances contenant des COV (annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998) et les substances de mentions de dangers H340, H341, H350, H351, H350i, H360D ou H360F parmi la liste des produits acceptés et des substances acceptées dans les installations de lavage indiquées à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral susvisé. Cette liste est remise à l'inspection des installations classées sous un délai de deux mois.

Sur deux campagnes de mesures réalisées dans l'année suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise des recherches exploratoires de COV (annexe III dans ses rejets (les émissaires de la station de lavage et l'évent de l'évaporateur)) et les substances de mentions de dangers H340, H341, H350, H351, H350i, H360D ou H360F. Les mesures sont réalisées judicieusement en fonction de la liste qu'il aura fournie au regard du paragraphe précédent.

2.4 - identification des produits odorants

L'exploitant établit une liste permettant de recenser les produits/substances odorants parmi la liste des produits/substances acceptés dans les installations de lavage indiquée à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral susvisé.

Cette liste est remise à l'inspection des installations classées sous un délai de 2 mois. La fréquence/récurrence de traitement de ceux-ci est précisée.

2.5 - bilan matières

L'exploitant établit un bilan matière des rejets lorsque des COV sont potentiellement émis et détermine notamment la part de rejets captés par rapport aux rejets diffus.

Constats :

2.1 - conditions opératoires des contrôles

L'exploitant a présenté le dernier rapport de mesures du 15/07/2024 qui comporte bien les

éléments attendus.

2.2 - fréquence des contrôles

L'exploitant a appliqué une fréquence de contrôle trimestrielle à partir du mois d'avril 2024. Le dernier rapport de contrôle date du 15/07/2024 et le précédent du 19/04/2024. Le prochain contrôle est prévu en octobre 2024.

2.3 - recherche exploratoire des COV Annexe III et CMR

L'exploitant a présenté la liste des produits et substances demandés.

Il a prévu de réaliser les recherches exploratoires de COV pour le mois de juin 2025 maximum. En effet, le laboratoire réalisant les mesures a indiqué qu'il était aujourd'hui impossible de réaliser les mesures des rejets atmosphériques au niveau de l'évapo-concentrateur car le point de rejet n'est pas adapté et inaccessible. L'exploitant va faire réaliser des travaux pour remédier à ce problème afin de pouvoir ensuite réaliser les mesures prescrites.

2.4 - Identification des produits odorants

L'exploitant a établi la liste des produits/substances odorants.

2.5 - bilan matières

L'exploitant s'est engagé à fournir un bilan matière des rejets pour juin 2025 maximum, suite aux résultats de recherches exploratoires de COV.

Type de suites proposées : Sans suite

